
2017 FORUM DES MARCHÉS ÉMERGENTS SUR L'AFRIQUE

Rapports

Résumés

26-27 mars 2017

Abidjan, Côte d'Ivoire



A nonprofit initiative of the Centennial Group

Avant-propos

C'est avec plaisir que nous vous annonçons la parution du présent ouvrage qui contient les résumés des 10 chapitres de notre rapport. Cet ouvrage examine les perspectives et les défis liés au développement à long terme de l'Afrique à l'horizon 2060. Il est le résultat d'une collaboration entre l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et le Centennial Group International. Leurs travaux conjoints sur l'Afrique ont commencé il y a 5 ans.

Le premier résultat de cette collaboration a été présenté à la 5e conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V) en 2013, sous la forme d'un rapport intitulé *Africa 2050: Realizing the Continent's Full Potential*. La thèse de ce rapport est qu'il était possible pour l'Afrique de rattraper le reste du monde, ou de se mettre en convergence avec le reste du monde, en termes de revenu et de productivité à l'horizon 2050. Une version actualisée a été présentée au cours du TICAD IV à Nairobi, au Kenya, en août 2016. La version actuelle met à jour les versions précédentes en les détaillant davantage et contient une actualisation des analyses ainsi que de nouveaux chapitres. Elle prolonge le champ de l'analyse jusqu'en 2060, un peu plus de 40 ans à partir d'aujourd'hui. Elle propose deux scénarios sur l'avenir du continent d'ici deux générations, qui se différencient par la façon dont ses dirigeants vont relever les principaux défis esquissés dans le rapport.

Aux révisions et mises à jour continues des différents chapitres, s'ajoutent l'évolution de l'environnement économique mondial qui sert de contexte à l'Afrique, ainsi que les évolutions internes dans différents pays depuis 2013. Certes, l'Afrique enregistre une croissance en termes nominaux, mais elle n'est plus en convergence avec le reste du monde. Pour se remettre en convergence, il semble nécessaire que les pays africains renforcent leurs mesures de politique en prenant en compte les changements qui ont eu lieu dans différents domaines, en matière de démographie, de mobilisation des ressources internes, de développement humain (qualité de l'éducation), de croissance inclusive, d'agriculture, d'infrastructures et bien d'autres encore.

Le rapport actuel est un résumé des rapports qui examinent des options de politiques possibles que pourraient prendre en considération les dirigeants africains et leurs partenaires au développement. J'espère que vous trouverez ce rapport utile et intéressant.



Shinichi Kitaoka
Président
Agence japonaise de coopération internationale (JICA)



Table de matières

- 1 L'Afrique dans 40 ans**
- 3 Démographie et urbanisation : Planifier des villes qui marchent**
- 7 Développer le capital humain : Améliorer la qualité de l'éducation**
- 11 Transformer l'Afrique rurale : Développer un secteur agricole productif**
- 13 Le déficit d'infrastructure de l'Afrique : Comblé le retard**
- 15 Nouvelles menaces pour la croissance et la stabilité africain**

L'Afrique dans 40 ans

Theodore Ahlers

L'Afrique fait face à la fois à de grandes opportunités et à d'inquiétantes menaces. L'Afrique qui émergera d'ici à 40 ans sera-t-elle un continent dynamique au poids mondial croissant ou un espace de stagnation économique, qui exporte son capital humain et financier ? La réponse dépendra de ce que les pays qui la composent entreprendront dès à présent. Ce rapport propose deux scénarios de développement d'ici 2060. Il fait le point sur les réalisations de la décennie en cours, et souligne les différences de performances entre pays. Finalement, il identifie les questions de politiques que l'Afrique devra traiter en priorité pour assurer sa convergence avec le reste du monde.

Le rythme de la croissance démographique, la croissance de la productivité et le niveau d'investissement auront d'énormes implications sur la vie des populations au cours des 40 prochaines années. L'Afrique se développe, certes, et de nombreux indicateurs socioéconomiques s'améliorent, mais pas de façon suffisante pour assurer la convergence avec le reste du monde : en fait, l'écart entre l'Afrique et le reste du monde se creuse. Si l'Afrique veut réaliser cette convergence et répondre aux aspirations de sa population, il est urgent qu'elle mène les réformes de politiques qui s'imposent. Le rattrapage avec le reste du monde exige une croissance annuelle de 3 ½ % ou davantage de son PIB par habitant d'ici à 2060. Cette convergence signifierait des millions de pauvres en moins et un demi-milliard d'Africains de classe moyenne en plus.

La performance pays varie évidemment beaucoup, et au cours des 10 dernières années, 13 pays ont enregistré une croissance moyenne de leur revenu par habitant supérieure à 3 % par an. Mais, pour le continent pris dans son ensemble, la croissance du PIB par habitant est inférieure à la moyenne mondiale depuis 2010. Il n'en reste pas moins que les progrès réalisés par ses pays les plus performants montrent que la convergence africaine est possible. Bien plus que la dotation en ressources, ce sont les actions entreprises par les pays qui font la différence, c'est-à-dire leurs politiques publiques, la réactivité de leurs entrepreneurs, l'intégrité de leurs institutions et la

volonté politique de leurs dirigeants. En termes simples, le défi consiste à étendre les meilleures pratiques africaines à davantage de pays du continent.

Au cours de la première décennie de ce siècle, la croissance et la convergence de l'Afrique étaient certes réelles et elles s'appuyaient sur de solides réformes engagées par de nombreux pays. Des circonstances extérieures exceptionnelles y contribuaient également : des prix des produits de base en augmentation constante, une forte croissance mondiale et des marchés de capitaux mondiaux très liquides. Or, ces trois circonstances extérieures exceptionnelles ont aujourd'hui disparu et il est peu probable qu'elles reviennent de sitôt. Cette évolution était prévisible et elle ne sonne pas nécessairement le glas de la quête de l'Afrique pour la convergence. Relancer la convergence signifie toutefois un retour aux fondamentaux - plus d'investissements et plus de réformes pour favoriser une croissance de la productivité centrée sur l'inclusion.

Le retour à la convergence demande d'agir sur sept fronts : accélération de la transition démographique, réduction de la dépendance aux matières premières, accroissement de l'épargne et de l'investissement et mobilisation du secteur privé, accélération de la croissance de la productivité, résolution des conflits et réduction de la fragilité, adaptation au changement climatique et réduction des disparités. La transition démographique est plus lente que celle prévue il y a trois ans. Du fait de cette lenteur, il va falloir de façon urgente agir pour réduire les taux de fécondité et élaborer simultanément des mesures pour faire face aux implications de cette réduction sur le marché du travail. Les exportations des produits de base ont contribué à la forte croissance des pays africains jusqu'en 2011 mais, avec la chute des cours mondiaux, il est indispensable et urgent de procéder à un ajustement des politiques macroéconomiques. L'épargne et l'investissement restent tous deux à des niveaux trop faibles pour soutenir une convergence avec le reste du monde. En définitive, la convergence dépendra d'une croissance plus rapide de la productivité, ce qui nécessitera des mesures énergiques

Le point mort où se situent les performances de ces dernières années est un appel urgent à l'action pour tous ceux qui veulent une Afrique prospère, plutôt que marginalisée, dans 40 ans.

pour renforcer le capital humain et institutionnel. De plus, si l'on ne remédie pas avec la fermeté voulue aux conflits, à la fragilité et aux inégalités, les progrès réalisés ailleurs pourraient être remis en cause. À moyen et long terme, l'Afrique doit s'adapter au changement climatique qui menace son agriculture et ses villes. Enfin, les inégalités se creusent et elles ne se réduiront que si les meilleures pratiques politiques d'Afrique se généralisent dans les pays dont les performances laissent à désirer. Si les pays ne relèvent pas rapidement ces défis, les gains de la première décennie du siècle seront perdus.

Les implications pour les politiques sont claires. Certains pays ont réussi à relever ces défis. Des mesures urgentes sont nécessaires pour généraliser ces meilleures pratiques africaines à l'ensemble du continent. Or, si les implications pour les politiques sont évidentes, la réussite de l'exécution, elle, ne l'est pas. Elle est fonction de la capacité des états et de la solidité et du pragmatisme de leur leadership. Les résultats dépendent davantage de la qualité de la politique que de la technicité de l'appareillage économique. Les plus grandes menaces pour la réussite sont la complaisance et le manque de volonté politique à s'atteler aux grands problèmes. Un consensus sociétal sur l'agenda de la réforme et le leadership politique indispensables à sa réalisation existent dans quelques pays mais manquent dans la plupart. Le point mort où se situent les performances de ces dernières années est un appel urgent à l'action pour tous ceux qui veulent une Afrique prospère, plutôt que marginalisée, dans 40 ans.

Démographie et urbanisation : Planifier des villes qui marchent

Geogry K. Ingram

L'Afrique est un vaste continent hétérogène subdivisé en deux grandes régions : l'Afrique subsaharienne comprenant 53 pays, et l'Afrique du Nord comprenant 5 pays. Sur les 30 États du monde classés dans la catégorie des pays à faible revenu par la Banque mondiale, 25 sont situés en Afrique subsaharienne. Leur population représente aujourd'hui près de 40 % de la population de la région. De 2010 à 2050, l'Afrique subsaharienne devrait enregistrer la plus forte hausse du nombre total d'habitants de toutes les régions du monde en valeur absolue (1,3 milliard) et en pourcentage (150 %). Par contre, tous les pays d'Afrique du Nord sont des pays à revenu moyen. La croissance démographique en Afrique du Nord, la deuxième région en importance en termes de pourcentage, enregistrera une augmentation prévisible de 60 %.

L'Afrique subsaharienne devrait voir son ratio de dépendance diminuer constamment entre 2010 et 2050, créant ainsi un potentiel dividende démographique générateur de croissance économique. Sur cette même période, l'Afrique du Nord n'enregistrera, quant à elle, aucun changement net de son ratio de dépendance. L'évolution de la composition démographique pourrait engendrer des problèmes sociaux si la croissance économique ne procure pas des emplois et des revenus suffisants à une population croissante. Par exemple, le taux de chômage est souvent plus élevé chez les jeunes adultes, lesquels tendront à être plus « réticents » et à s'engager dans des comportements illégaux, antisociaux et à risque. La proportion prévisible de jeunes adultes de 15–29 ans dans la population de l'Afrique subsaharienne est toujours forte et elle est devenue la plus élevée du monde depuis 2015. Pour l'Afrique du Nord, cette proportion sera la deuxième la plus élevée à partir de 2030. Cette forte composante de jeunes adultes dans la population pourrait renforcer l'instabilité sociale dans toute l'Afrique si la croissance économique est faible et le chômage élevé.

L'Afrique subsaharienne devrait connaître la plus forte croissance démographique urbaine de toutes les régions, avec un quadruplement de la population en 2050, contre

un doublement de celle de l'Afrique du Nord. La forte augmentation prévisible de la population urbaine de l'Afrique subsaharienne est principalement due à la croissance rapide de sa population totale. Par ailleurs, les universitaires africains sont de plus en plus préoccupés par l'écart historique sans précédent qui se creuse ces dernières années entre l'expansion de l'urbanisation et la croissance économique de nombreux pays africains.

Dans un échantillon aléatoire de 25 villes africaines, la densité moyenne de la population urbaine a diminué tous les ans de près de 2 % entre 1990 et 2014, un pourcentage comparable à la moyenne mondiale. Si la densité urbaine continue de baisser à ce rythme et que l'augmentation de la population urbaine se confirme, les zones urbanisées de l'Afrique subsaharienne et de l'Afrique du Nord atteindront d'ici à 2050 respectivement 7,5 et 4,5 fois leur taille de l'année 2000.

Les zones urbanisées empièteront souvent sur les terres cultivées. Selon les données satellitaires, l'expansion non maîtrisée des surfaces urbanisées devrait réduire la superficie des terres cultivées de 5 % en Afrique subsaharienne, et de 9 % en Afrique du Nord. Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la superficie des terres cultivées dans le monde doit augmenter de 10 % d'ici à 2050 pour répondre aux besoins alimentaires futurs. Les prévisions de la FAO ne tiennent pas compte des pertes de terres cultivées dues à l'expansion urbaine, si bien que l'essor urbain peut devenir une menace pour la sécurité alimentaire en Afrique et ailleurs s'il n'est pas maîtrisé et orienté.

Il est impératif de planifier l'expansion urbaine à l'échelle de la métropole et d'installer des infrastructures clés avant le développement, tant pour réduire l'impact du développement sur les terres cultivées que pour éviter une réhabilitation future des infrastructures urbaines dans des zones développées, généralement trois fois plus coûteuse que l'installation avant développement. Le plus important est de reporter à l'échelle kilométrique les grands axes routiers dans les zones d'aménagement prévues.

Les nouvelles technologies associées au concept de la ville intelligente pourraient contribuer à résoudre les nombreux problèmes qui affectent les villes africaines du fait de la croissance rapide de leur population et de leurs efforts d'adaptation au changement climatique.

L'absence de réseau routier ralentit les transports dans les villes, entrave le fonctionnement efficace du marché du travail urbain et freine l'installation d'autres infrastructures de réseau. L'installation d'infrastructures avant l'expansion urbaine est donc une question prioritaire pour de nombreux pays. Dans 15 des 24 villes africaines de l'échantillon, les zones urbaines développées depuis 1990 n'ont pas de réseau de grands axes routiers.

Lorsque l'infrastructure urbaine est à longue durée de vie, il est logique de répartir son coût dans la durée. Ce coût peut être partiellement financé par la dette publique ou privée à plus long terme, ou par l'aide internationale et d'autres transferts. Les fonds de développement municipaux ont permis aux administrations locales d'accéder aux facilités de prêt et ont amélioré la capacité d'emprunt des administrations urbaines locales. Certains pays à revenu intermédiaire, dont l'Afrique du Sud, ont émis des obligations municipales. Au cours de ces 25 dernières années, le secteur privé a augmenté rapidement sa participation aux coûts d'infrastructure et a joué un rôle très important dans l'expansion rapide des services de téléphonie mobile en Afrique. Depuis 2006, les investissements privés dans l'infrastructure ont été quatre à six fois supérieurs aux financements alloués à l'infrastructure par la Banque mondiale et l'aide internationale au développement.

L'investissement dans l'infrastructure métropolitaine nécessitera des fonds locaux pour financer directement l'investissement ou rembourser la dette. L'absence de recettes locales est une préoccupation majeure dans les zones métropolitaines et les municipalités africaines. La taxe foncière est une source intéressante de recettes locales, car l'immobilier, par nature inamovible, tire profit des services locaux, et freine l'évasion fiscale. De plus, son champ d'application peut être élargi en y incluant les plus-values sur la valeur foncière associée aux nouveaux investissements dans l'infrastructure. Les redevances des usagers et les frais de prestation peuvent constituer des incitations adaptées aux fournisseurs et aux utilisateurs des services, mais le montant de ces redevances doit être à

un niveau approprié. Les redevances inférieures aux coûts encouragent la surexploitation des services, un problème grave pour les secteurs de l'électricité et de l'eau dont les tarifs subventionnés stimulent la demande de services, et donc les investissements. Selon de récentes estimations, les gouvernements d'Afrique subsaharienne ont subventionné les secteurs de l'énergie et de l'eau à hauteur de 4,1 milliards USD par an (0,7 % du PIB).

Les régions rurales et urbaines subiront les effets néfastes du changement climatique, notamment une hausse de la température moyenne sur tout le continent, de faibles précipitations dans les régions du nord et du sud-ouest, et des pressions croissantes sur les systèmes d'alimentation en eau. Ces effets risquent de nuire à l'agriculture pluviale extensive qui nourrit une grande partie de la population rurale, et donc de renforcer l'expansion urbaine. Les phénomènes météorologiques violents devraient augmenter considérablement la fréquence des inondations enregistrées en Afrique depuis 1960. Les administrations locales ont souvent peu les moyens de s'adapter aux menaces du changement climatique ; leurs données sont fragmentaires et leur infrastructure inadaptée. Bien que les autorités locales aient commencé à s'attaquer aux défis posés par le changement climatique, elles ne cherchent à résoudre que les problèmes à court terme, et la plupart des adaptations ne sont pas coordonnées. Le défi consiste à promouvoir la croissance économique urbaine et à consacrer une part suffisante de cette croissance aux investissements dans l'infrastructure et les biens publics des métropoles. Cela afin que la couverture des services puisse augmenter et que les phénomènes climatiques deviennent moins dangereux et moins coûteux pour les habitants des villes.

Les nouvelles technologies associées au concept de la ville intelligente pourraient contribuer à résoudre les nombreux problèmes qui affectent les villes africaines du fait de la croissance rapide de leur population et de leurs efforts d'adaptation au changement climatique. L'espoir réside dans le fait que le manque relatif d'infrastructure

Les gouvernements nationaux et les métropoles doivent collaborer pour gérer une transition efficace vers une société africaine urbanisée.

et d'aménagement constituera un atout qui permettra aux villes africaines d'adopter directement ces nouvelles technologies sans se soucier de l'héritage vieillissant d'installations obsolètes. Les technologies de la ville intelligente impliquent l'intégration des technologies de l'information dans le développement, la gestion et l'exploitation de la ville et de ses infrastructures afin d'améliorer leur efficacité opérationnelle et de transformer ou remplacer les systèmes existants. Très prometteuses, ces technologies posent néanmoins de nombreux problèmes, notamment d'atteinte à la vie privée, d'économies d'échelle susceptibles d'étouffer la concurrence et de défaillance systémique. Une première leçon : les villes qui ont répondu ponctuellement aux propositions des fournisseurs privés n'ont pas mieux réussi que les villes qui ont d'abord développé une vision ou un plan technologique.

Pour gérer efficacement la forte augmentation prévisible de leur population totale et urbaine et l'expansion sans précédent des zones urbaines au cours des quarante prochaines années, les pays africains devront adopter des politiques nationales qui promeuvent la croissance économique, l'accès à la santé et l'éducation dans un cadre macro-économique et réglementaire favorable. Avec un cadre national favorable, le succès des métropoles et des villes sera en grande partie déterminé par les politiques menées au niveau des métropoles et des municipalités, en particulier à travers la planification de l'expansion urbaine et la fourniture de services d'infrastructure de base. Une politique nationale solide est nécessaire, mais elle sera insuffisante pour réussir à l'échelon des métropoles. Dans le cadre d'une politique nationale de soutien, les métropoles peuvent ne pas être performantes si elles suivent de mauvaises politiques. Mais d'excellentes politiques au niveau des métropoles ont peu de chance de réussir si la politique nationale est mauvaise. Les gouvernements nationaux et les métropoles doivent collaborer pour gérer une transition efficace vers une société africaine urbanisée.

Développer le capital humain : Améliorer la qualité de l'éducation

Kaisa Alavuotunki & Ritva Reinikka

La vision 2050 pour l'Afrique – où le continent comptera 2 milliards d'habitants – vise un revenu annuel par habitant de 17 500 dollars EU et une main-d'œuvre qualifiée et productive. Dans cette vision, l'enseignement fondamental serait universel et gratuit pendant les neuf premières années, et les inscriptions supérieures à 80 % dans le secondaire et à 35 % dans l'enseignement supérieur.

Mise à jour du volet éducation. Ce document est une mise à jour du volet éducation de la vision 2050 pour l'Afrique, poursuivant deux buts principaux. Premièrement, regarder si le secteur de l'éducation en Afrique évolue d'une manière conforme aux objectifs fixés pour faire de cette vision audacieuse une réalité. Deuxièmement, examiner de plus près la qualité de l'éducation, en particulier en Afrique subsaharienne (ASS) où les systèmes éducatifs continuent à largement s'étendre. Nous utilisons des données tirées d'évaluations récentes des acquis des élèves ainsi que les indicateurs de prestation de service (IPS) centrés sur les enseignants. L'analyse montre clairement qu'une sérieuse amélioration de la qualité de l'éducation est requise de toute urgence.

Pourquoi se concentrer sur les élèves et les enseignants ? Parce qu'il est impossible de faire l'impasse sur les compétences de base, telles que savoir lire et compter : chaque élève doit les acquérir pour pouvoir passer à un enseignement de niveau plus élevé et tout au long de la vie. Et parce que les enseignants constituent le plus important des facteurs associés à l'école.

De bons progrès vers les objectifs de dépense publique. Pour atteindre les objectifs de la vision 2050, l'ASS doit d'ici 2030, presque doubler la taille du corps enseignant en service en 2010 dans l'enseignement primaire et le secondaire inférieur. Compte tenu d'une certaine réduction du ratio élèves-enseignant et des besoins dans l'enseignement post-élémentaire, l'augmentation des budgets salariaux annuels devrait se situer entre 4 % et 6 %. Un certain nombre de forces sous-tendent l'expansion continue des systèmes éducatifs. Premièrement, la

population des 5 à 14 ans doublera presque en ASS entre 2010 et 2050, contre une augmentation de seulement 6 % en Afrique du Nord. Deuxièmement, en ASS, 24 % des enfants en âge scolaire ne fréquentaient pas l'école en 2010 et doivent être scolarisés. Troisièmement, la rapide extension de la scolarisation dans le primaire intervenue au cours des deux dernières décennies engendre une demande croissante d'enseignement post-primaire.

Des ressources publiques considérables sont déjà affectées à l'éducation en Afrique – dans de nombreux pays, elles sont comparables à celles des pays de l'OCDE. Bien que la croissance économique réelle ait été inférieure aux 6,6 % annuels du scénario de convergence 2050 pour l'Afrique (3,9 % par an en Afrique subsaharienne entre 2010 et 2016), la dépense publique dans l'éducation a notablement augmenté depuis 2010, pour atteindre une moyenne d'environ 8 % par an. Cela est plus que suffisant pour étendre le corps enseignant comme prévu dans la vision 2050, tout en laissant d'importantes ressources pour d'autres postes de dépense.

Mais les élèves n'apprennent pas. Les évaluations mondiales et régionales des acquis des élèves fournissent des informations importantes sur la qualité de l'éducation. Seuls six pays africains ont participé à l'étude Tendances de l'enquête internationale sur les mathématiques et les sciences (TIMSS), une importante évaluation mondiale de l'apprentissage.¹ Les résultats indiquent que, par rapport au reste du monde, une grande partie des élèves africains passent des années à l'école sans acquérir les notions élémentaires en mathématiques et en sciences. De toute évidence, cela n'augure rien de bon pour l'emploi productif des jeunes, ni pour le rattrapage économique par rapport au reste du monde formulé dans la vision 2050 pour l'Afrique.

1. Seuls deux pays africains ont participé au Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'OCDE.

Ces évaluations régionales confirment que les élèves des écoles primaires africaines apprennent beaucoup trop peu.

Les résultats des évaluations régionales des acquis² indiquent également de graves déficits. En Afrique australe et orientale, la proportion des élèves ayant un très faible score en mathématiques (même pas les notions élémentaires de calcul après six années d'études) est de 60 % en moyenne, avec des valeurs allant de 27 % à Maurice à 92 % en Zambie. En 2014, moins de 45 % des élèves d'Afrique de l'Ouest et du Centre atteignaient le niveau de compétence en lecture ou mathématiques jugé « suffisant » pour poursuivre avec succès leur scolarité.

En bref, ces évaluations régionales confirment que les élèves des écoles primaires africaines apprennent beaucoup trop peu. En fait, l'UNESCO qualifie la situation actuelle de « crise de l'apprentissage »³, une crise impliquant que les perspectives des jeunes sont compromises et les rendements de la dépense publique dans l'enseignement très faibles.

Les enseignants ne donnent cours que pendant la moitié du temps prévu. Pour éclairer la « crise de l'apprentissage », les IPS se concentrent sur les écoles et les enseignants. Plus précisément, ils mesurent l'effort des enseignants à l'aide de trois grands indicateurs : l'absentéisme à l'école, l'absentéisme en classe et le temps réellement consacré à l'enseignement. En moyenne, le taux d'absentéisme à l'école est de 20 %, avec des valeurs allant de 14 % en Tanzanie à 45 % au Mozambique. À tout moment, un enseignant sur cinq est en moyenne absent de l'école en ASS.

Lorsqu'on examine l'absentéisme en classe, on constate qu'en moyenne, 42 % des enseignants ne donnent pas cours. Ils sont absents soit de l'école soit de la classe (même s'ils sont dans l'école). Le taux d'absentéisme en classe varie de 23 % au Nigeria à 57 % en Ouganda.

La conséquence de l'absentéisme est que le nombre d'heures pendant lesquelles les élèves ont effectivement

cours est faible ; en moyenne de 2 heures 53 minutes par jour, alors qu'il devrait être de 5 heures et 31 minutes. Le temps consacré à la tâche n'atteint donc qu'environ la moitié de ce que la politique éducative exige.

Le savoir et savoir-faire pédagogique des enseignants est faible. Les enquêtes IPS ont constaté que seuls 13 % des enseignants de langue et de mathématiques possédaient les connaissances qu'on peut qualifier de minimales pour enseigner le programme de cours dont ils sont chargés. À Madagascar, seul 0,1 % des enseignants de 4^e année ont obtenu plus de 80 % sur le test portant sur le programme de cours de langue et de mathématiques, contre 40 % au Kenya.

Les scores combinés moyens obtenus par les enseignants sur les tests de langue, mathématiques et pédagogie sont de 42 %. Les résultats varient considérablement d'un pays à l'autre, allant de 57 % au Kenya à 27 % au Mozambique. Le domaine le plus faible est celui des connaissances pédagogiques.

Les écoles privées ont tendance à faire mieux que les écoles publiques. Leurs enseignants font plus d'efforts, font preuve de plus de connaissances et appliquent de meilleures pratiques pédagogiques que leurs homologues du secteur public. Les écoles privées ne sont néanmoins pas capables de surmonter certains des problèmes systémiques auxquels les écoles publiques sont, elles aussi, confrontées. Près d'un tiers des enseignants des écoles privées sont absents des salles de classe. Les connaissances pédagogiques des enseignants des écoles privées sont presque aussi faibles que celles de leurs homologues des écoles publiques.

Les connaissances et compétences des enseignants sont importantes pour l'apprentissage des élèves. L'analyse des données IPS montre les larges effets positifs des connaissances et compétences des enseignants sur l'apprentissage des élèves. Plus précisément, la comparaison entre un élève dont l'enseignant connaît mal la matière enseignée et dispose de peu de savoirset savoir-faire pédagogiques, et un élève dont l'enseignant a

2. Le Consortium de l'Afrique australe et orientale pour le pilotage de la qualité de l'éducation (SACMEQ) ; le Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la conférence des ministres de l'Éducation de pays ayant le français en partage (PASEC) ; et Uwezo, une organisation non gouvernementale.

3. UNESCO, 2013

La recherche de solutions passera par un dialogue national, l'établissement d'un consensus et le suivi continu des progrès. Il ne suffira plus de simplement demander davantage de fonds et d'intrants pour l'éducation.

obtenu de bonnes notes dans ces domaines, montre que les scores du dernier sont plus élevés de 1,1 écart-type. Cet écart est très important et peut entraîner une très forte différence dans les résultats – plus ou moins du même ordre que le saut qualitatif dont l'enseignement a besoin.⁴

Action urgente requise pour améliorer la qualité de l'enseignement. L'amélioration de la qualité de l'enseignement est moins une affaire d'argent qu'une question de concentration sur l'apprentissage. Comment y parvenir ? **Premièrement**, il faut commencer par **mesurer**. Actuellement, l'apprentissage est mesuré au mieux sporadiquement. Par exemple, en Afrique australe et orientale, l'enquête SACMEQ a été menée pour la dernière fois en 2007. Peu de pays africains participent aux évaluations internationales de l'apprentissage, telles que PISA ou TIMSS. Cet état de choses doit changer et des évaluations régulières de l'apprentissage – internationales ou régionales – doivent devenir la norme. De même, dans la prochaine mise à jour de la vision 2050 pour l'Afrique, des objectifs de qualité pertinents doivent être fixés.

Deuxièmement, l'amélioration de l'apprentissage requiert **une réforme systémique**. Une telle réforme doit aller bien au-delà des ministères chargés de l'éducation et de ceux qui leur rendent des comptes – c'est un projet pour l'ensemble de la société. Il n'existe, malheureusement, pas de remède miracle, de solution technique ou d'intervention éducative pour y parvenir. Faute de cela, pour réussir, une telle réforme devra renforcer les relations de redevabilité entre les politiciens nationaux et locaux, les prestataires des services éducatifs, et les parents. Il est donc question de politiques, d'incitations et d'autonomisation des parents et autres parties prenantes, mettant l'accent sur la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage. Il s'agit de « l'éducation pour tous – et tous pour l'éducation ».

Les évaluations de l'apprentissage des élèves et, en particulier, les données IPS sur les enseignants fournissent

aux pays un diagnostic détaillé représentatif au niveau national du problème de la qualité dans les écoles. Mais, la recherche de solutions passera par un dialogue national, l'établissement d'un consensus et le suivi continu des progrès. Il ne suffira plus de simplement demander davantage de fonds et d'intrants pour l'éducation.

Troisièmement, la vision 2050 pour l'Afrique requiert **une approche globale de l'éducation**. Pourquoi est-ce important ? Une des raisons en est que, sans une éducation généralisée, beaucoup de talents seront perdus si les enfants les plus pauvres n'ont pas la possibilité d'acquérir des compétences de base et plus. Il en serait de même si les filles ne pouvaient pas avoir accès à une éducation de qualité. Ce vaste réservoir de talents ne serait pas exploité en faveur de la productivité nationale – et beaucoup seraient condamnés à rester enfermés dans le cycle de la pauvreté. Selon de récents résultats de la recherche, ce ne sont pas seulement les scores moyens aux tests – ou les meilleurs résultats aux tests – qui comptent pour la croissance économique, mais aussi les scores les plus faibles. Pour parvenir à un apprentissage généralisé, les pays ne peuvent toutefois pas ignorer les graves défaillances systémiques existant dans la qualité de l'éducation.

4. À titre de comparaison, dans les essais randomisés contrôlés, qui ont été effectués sur de nombreuses interventions éducatives, un impact d'un écart-type de 0,1 à 0,2 est considéré comme important.

Transformer l'Afrique rurale : Développer un secteur agricole productif

Kevin Cleaver

L'agriculture demeure vitale pour la plupart des économies d'Afrique. Elle représente 25 % du produit intérieur brut (PIB) du continent, auquel on peut ajouter environ 20 % du PIB provenant des industries agricoles. L'agriculture emploie 60 % de la main d'œuvre africaine. Bien que sa contribution au PIB soit appelée à décliner au fil du temps, elle demeurera importante durant les prochaines décennies. Encourager la croissance agricole reste un moyen de accélérer la croissance économique et de réduire plus rapidement la pauvreté.

Au cours des 35 dernières années, les performances de l'agriculture africaine n'ont guère été brillantes. Bien que positive, la croissance agricole par habitant a récemment décliné. Les rendements agricoles africains sont très inférieurs à ceux d'autres pays en développement. La croissance de la productivité des différents facteurs de l'agriculture, la main d'œuvre, le foncier, le capital et les équipements agricoles, a été plus lente que dans la plupart des autres pays en développement. La croissance agricole en Afrique est, en grande partie, due à l'augmentation des superficies cultivées et de l'utilisation de main d'œuvre, plutôt qu'aux gains de productivité. L'expansion des surfaces cultivées s'est faite aux dépens des espaces forestiers et des terres de pâturage. Le coût environnemental de cette expansion est de plus en plus apparent. Il existe toutefois des différences considérables entre pays africains et certains affichent de bonnes performances. Les facteurs déterminants de ces meilleures performances permettent de dégager des pistes d'avenir.

Tout d'abord, les problèmes rencontrés par l'agriculture en Afrique trouvent notamment leur origine dans des politiques publiques largement dysfonctionnelles qui se traduisent souvent par une imposition nette de l'agriculture du fait de mesures affectant les prix, la commercialisation et la transformation, ainsi que le commerce. L'orientation des politiques publiques des États africains est plus défavorable à l'agriculture que celle d'autres pays en développement. En deuxième lieu, dans la plupart des pays d'Afrique, les modalités de facilitation des affaires et

de création d'entreprises par le secteur privé restent plus difficiles qu'ailleurs. Exploitations agricoles et entreprises de commercialisation et de transformation des récoltes sont des activités privées, et lorsque les entrepreneurs rencontrent des difficultés, l'agriculture en souffre. En troisième lieu, les investissements des pouvoirs publics en milieu rural en matière d'infrastructures, d'enseignement, de santé, d'adduction d'eau et d'administration locale sont souvent très limités. Ces insuffisances entravent le développement de l'agriculture : les agriculteurs sont mal formés, souvent ne sont pas en bonne santé, et gèrent mal leurs exploitations. Sans eau potable ni irrigation, et avec un réseau routier rural en mauvais état, l'agriculture voit se réduire comme peau de chagrin le champ de ses possibles avancées. Ces problèmes pourraient bien être encore exacerbés, à l'avenir, sous l'effet du changement climatique. La quasi-totalité des projections concernant l'incidence future du changement climatique fait apparaître un impact négatif important pour l'agriculture africaine.

Les donateurs, de leur côté, sont loin d'avoir aidé autant qu'ils le pensent, du fait de politiques publiques contradictoires et de projets agricoles non viables à long terme. Il faut ajouter à cela le fait que les gouvernements des pays riches souvent dispensent l'aide d'une main mais subventionnent de l'autre leurs agricultures, ce qui a pour effet de fermer les marchés et d'abaisser artificiellement les cours des denrées agricoles, au détriment des exploitants africains.

Des mesures urgentes sont nécessaires pour réformer les politiques publiques dans les domaines des prix agricoles, de la fiscalité et des échanges commerciaux avec pour objectif global de réduire la taxation effective qui pèse sur l'agriculture africaine. Parallèlement, il est indispensable de libéraliser davantage la commercialisation et la transformation des denrées agricoles, ainsi que les approvisionnements en intrants, en réduisant le contrôle et la propriété étatiques. Il est en effet indispensable d'accroître l'investissement privé dans ces activités, ainsi que dans l'exploitation agricole. Il serait souhaitable, à cet égard,

La productivité agricole de l'Afrique peut être améliorée rapidement. Mais le programme d'action nécessaire à une amélioration importante n'est pas exempt de difficultés. Il requiert une volonté politique ferme et une compétence technique réelle de la part des États, du secteur privé et des donateurs.

que les pays africains se classent mieux en ce qui concerne l'indice de Facilité de faire des affaires de la Banque mondiale. L'investissement public reste vital mais il doit être axé sur l'amélioration des routes rurales, sur l'électrification rurale, sur l'adduction d'eau et l'irrigation rurales, ainsi que sur l'éducation et la santé en milieu rural. Partout en Afrique la formation en matière agricole requiert des améliorations importantes. Les pouvoirs publics africains auront également un rôle important à jouer pour aider l'agriculture à s'adapter au changement climatique. Certains pays du continent ont d'ores et déjà réorienté leurs politiques à cet effet, en réduisant la taxation effective de l'agriculture, en facilitant les activités économiques privées ou en intensifiant l'investissement national dans le développement rural, avec pour résultat une réaction positive de l'agriculture. Les pays qui ont entrepris ces réformes sont porteurs de leçons importantes.

Les donateurs doivent repenser leurs interventions. Une meilleure coordination entre eux est indispensable pour éviter des conseils contradictoires en termes de politiques publiques et accroître la fréquence des projets couronnés de succès. Il existe de bonnes pratiques qui doivent être appliquées à plus grande échelle, mais aussi de mauvaises pratiques qu'il est temps d'abandonner. Une baisse des aides allouées par les pays de l'OCDE à leurs agriculteurs aurait également des effets positifs. Elle permettrait de faire fléchir les cours mondiaux des produits agricoles, et ouvrirait aux producteurs africains non seulement les marchés agricoles des États membres de l'OCDE mais aussi les marchés africains d'importations de produits de substitution.

La productivité agricole de l'Afrique peut être améliorée rapidement. Mais le programme d'action nécessaire à une amélioration importante n'est pas exempt de difficultés. Il requiert une volonté politique ferme et une compétence technique réelle de la part des États, du secteur privé et des donateurs.

Le déficit d'infrastructure de l'Afrique : Comblers le retard

James Bond

L'Afrique est la région du monde la moins bien dotée en infrastructures et la qualité de ses services infrastructurels laisse à désirer. Non seulement il y a peu d'infrastructures, mais leurs performances sont généralement médiocres et caractérisées par des coûts élevés, un fonctionnement chaotique et un manque de fiabilité. Cette faible dotation infrastructurelle prévaut particulièrement en Afrique subsaharienne et reflète avant tout la faiblesse de ses niveaux de PIB par habitant et sa démographie. La mauvaise qualité des services infrastructurels résulte d'une gestion opérationnelle et financière déficiente et d'un défaut financier chronique du secteur dans le sens où les utilisateurs ne paient pas le coût total des services qu'ils reçoivent et où les gouvernements ne paient souvent pas leur part. Des provisions insuffisantes ne permettent pas de faire face aux dépenses, les actifs ne sont pas bien entretenus, et le secteur souffre d'un déficit de compétences en gestion. Pour corriger ces problèmes, il ne suffira pas de simplement augmenter les financements destinés aux infrastructures. Il faudra également trouver de nouvelles sources de financement et procéder à des changements systémiques dans la prestation des services infrastructurels de manière à améliorer leur qualité. C'est à ce prix que l'Afrique pourra assurer une exploitation et un entretien efficaces de ses infrastructures.

Rôle des infrastructures dans le développement

Les infrastructures ont un rôle essentiel : elles sous-tendent le développement de l'économie nationale, contribuent à la croissance inclusive, et favorisent l'intégration régionale. Disposer de services infrastructurels bon marché est fondamental pour assurer la compétitivité des exportations et la diversification économique. En Afrique, la combinaison d'une faible dotation en infrastructures avec la mauvaise qualité des services infrastructurels comparativement à d'autres régions en développement ralentit l'économie et explique en partie le retard pris par l'intégration régionale.

Électricité

L'Afrique subsaharienne manque cruellement d'électricité. Le continent enregistre des taux d'accès à l'électricité et de consommation énergétique par habitant plus faibles que ceux des autres régions. Or, paradoxalement, l'Afrique subsaharienne est riche en ressources énergétiques et ses très importantes ressources renouvelables demeurent inexploitées. L'Afrique du Nord a, quant à elle, mieux progressé, et son secteur électrique est grosso modo à égalité avec celui du reste du monde. Il n'empêche que la majeure partie de l'Afrique subsaharienne (à quelques notables exceptions près) est, sans jeu de mots, un « continent noir ».

Transport

Les infrastructures de transport (routier, ferroviaire, aéroportuaire et portuaire) sont sensiblement moins développées que celles d'autres régions du monde et leurs coûts sont deux fois supérieurs à ceux des autres pays en développement (jusqu'à quatre fois pour les pays africains enclavés). La densité du réseau routier est faible, les réseaux ferroviaires (à l'exception du réseau sud-africain) sont sous-développés et mal entretenus et, bien que le transport aérien connaisse une forte croissance, il reste cher, ses liaisons sont sporadiques et ses conditions de sécurité sont insatisfaisantes. Les ports africains sont exigus, les services portuaires, coûteux, et les cargaisons, souvent retardées. La pénurie des liaisons de transport contribue à la balkanisation du continent.

Technologies de l'information et de la communication

En revanche, la téléphonie mobile est l'histoire d'un exemple de réussite africaine. L'Afrique a connu une révolution dans la téléphonie mobile grâce à l'introduction de nouvelles technologies et à la prestation de ces services. Le nombre d'abonnés en Afrique a augmenté à un taux deux fois supérieur à celui de la moyenne mondiale au cours de ces dix dernières années et les communications

Les décideurs africains doivent se fixer un double objectif : augmenter le financement de l'investissement infrastructurel et améliorer la qualité des services fournis par les infrastructures.

mobiles transforment actuellement certaines économies nationales (par ex. celle du Kenya) avec la banque mobile et d'autres services. Néanmoins, la pénétration d'Internet par connexion à haut débit fixe reste insuffisante.

Eau et assainissement

L'Afrique demeure à la traîne du reste du monde en ce qui concerne l'alimentation en eau potable salubre et les installations d'assainissement amélioré. En Afrique subsaharienne, seule la moitié de la population bénéficie d'un accès à l'eau potable salubre et l'écart se creuse du fait de l'urbanisation. Moins d'un cinquième de la population africaine - moins d'un dixième en zone rurale - bénéficie d'un assainissement amélioré (fosses septiques et latrines améliorées).

Orientations politiques de développement des infrastructures africaines

Les décideurs africains doivent se fixer un double objectif : augmenter le financement de l'investissement infrastructurel et améliorer la qualité des services fournis par les infrastructures.

Besoins de financement des infrastructures

Le financement des infrastructures en Afrique subsaharienne a triplé au cours des derniers dix ans pour atteindre 83,5 milliards USD en 2015. Les gouvernements africains y ont contribué à hauteur d'un tiers, via leurs ressources fiscales, les partenaires bilatéraux et multilatéraux, de 30 %, les prêts de gouvernement à gouvernement, presque essentiellement chinois, d'un quart, et les sources privées, de moins d'un dixième. Les besoins actuels de dépenses annuelles sont estimés à 120 milliards USD (dollars de 2016) et ce, uniquement pour maintenir les niveaux de dotation actuels.

Diversifier les sources de financement

Les recettes fiscales, l'aide au développement et les prêts de gouvernement à gouvernement ne peuvent pas,

à eux seuls, combler les besoins de financement futurs. Les décideurs doivent faire davantage appel au financement privé, autant celui des investisseurs directs que celui des investisseurs institutionnels qui gèrent les caisses de retraite et les actifs d'assurance.

Le financement infrastructurel en Afrique n'a pas bonne presse auprès des investisseurs et prêteurs privés en raison de la faible solvabilité du secteur. Celle-ci est le produit de tarifications inadaptées, du comportement de mauvais payeur des gouvernements pour les services qu'ils reçoivent, et d'une gestion opérationnelle et financière déficiente. Pour que ce secteur devienne financièrement viable, les utilisateurs doivent payer le coût total du service reçu. Les décideurs politiques doivent établir des mécanismes tarifaires qui couvrent les coûts et qui s'adaptent à l'évolution conjoncturelle. Les ministères doivent s'abstenir d'accumuler des arriérés envers les services publics (en recourant par exemple aux cartes prépayées). Il convient également de rechercher une meilleure gestion opérationnelle, par exemple grâce à une participation accrue des opérateurs privés à ce secteur.

Enfin, les décideurs politiques doivent être plus audacieux dans leur recherche de prestations privées pour de nombreux services infrastructurels (notamment ceux relatifs à l'électricité, l'alimentation en eau, le rail, les ports, les aéroports, et l'Internet haut débit). Ils doivent également faire en sorte que les infrastructures africaines deviennent une catégorie d'actifs attractive pour les fonds des investisseurs institutionnels.

Nouvelles menaces pour la croissance et la stabilité africain

Serge Michailof

S'il est clair que l'Afrique se porte aujourd'hui bien mieux qu'il y a 15 ans, le continent doit néanmoins faire face à de nouvelles menaces majeures : la première est le contraste entre les pays qui ont réussi et ceux qui semblent condamnés à l'échec. La deuxième est l'incapacité, même pour les pays qui ont réussi, de prévenir l'émergence d'inégalités sociales et géographiques profondes, souvent accompagnées de tensions et parfois d'insécurité croissante. Ce dernier phénomène entraîne fréquemment une érosion de l'autorité de l'Etat conduisant à la perte par ce dernier de son contrôle sur certaines régions périphériques. La conséquence est que ces régions deviennent des zones de non-droit qui finissent par menacer l'intégrité des états.

Le Nigéria constitue certainement sur ce plan le cas le plus emblématique : son essor économique n'a ainsi pas empêché l'émergence d'un « califat » dans le nord du pays. Ce nouveau type de menace apparaît dans un contexte mondial caractérisé par un islam radical qui a remplacé les idéologies séculaires du XIXe siècle qui n'avaient que peu pénétré l'Afrique. Cette nouvelle idéologie donne aux populations de ces régions des explications simples de la misère qui les accable et leur font croire que le monde occidental est la cause de tous leurs maux. Cette situation a pris une tournure inquiétante dans de nombreuses régions d'Afrique. Le problème est aujourd'hui particulièrement grave dans le Sahel francophone, où, malgré des alliances militaires régionales accompagnées d'un soutien logistique extérieur de la France et des États-Unis et de milliards de dollars consacrés aux dépenses militaires, l'insécurité se développe, tout particulièrement aux alentours du lac Tchad et dans le nord et le centre du Mali.

Les causes principales de cette situation sont généralement la coïncidence de plusieurs facteurs : une forte croissance démographique, une base économique étroite centrée principalement sur des activités agricoles peu productives, de vastes territoires qu'il est difficile de contrôler, des populations fragmentées en une multiplicité de groupes ethniques ou religieux, et la présence d'une forte population musulmane soumise depuis plusieurs

décennies à une forte propagande Salafiste. Ces facteurs ont pour conséquence un chômage considérable au sein des abondantes cohortes de jeunes entrant le marché du travail sans perspectives d'emploi. Dans certains cas, ces difficultés sont exacerbées par la marginalisation et par la discrimination économique ou politique qui frappe certaines populations. Ces pays ou régions, qui sont décrites comme étant « fragiles », sont aujourd'hui la cible de tentatives de déstabilisation entreprises par des groupes Djihadistes dont le fonctionnement est de type mafieux. Ces groupes contrôlent habituellement des circuits économiques spécifiques permettant de contrôler des trafics illicites, y compris le trafic des armes, des cigarettes, de la drogue et des migrants.

Si les zones où l'insécurité se développe sont susceptibles de s'étendre rapidement et peuvent exiger une intervention militaire extérieure, comme ce fut le cas au Mali en 2013 lorsque des forces françaises ont dû mettre fin à une offensive militaire menée par des groupes Djihadistes, ce type de conflit ne peut ni n'être résolu par des armées étrangères ni être définitivement réglé par les seuls moyens militaires. Ils vont exiger de trouver des réponses aux carences de l'État, et pour cela de renforcer considérablement non seulement les armées nationales, mais également de consolider, ou dans certains cas difficiles, de reconstruire, l'ensemble des autres institutions régaliennes, en particulier la police, la justice et les administrations locales. Ce type de consolidation doit s'inscrire dans un programme ambitieux de réforme du secteur sécuritaire, dont l'ambition devra être élargie par rapport aux programmes habituels en ce domaine.

Mais les pays les plus pauvres ne disposent pas des ressources financières qui sont indispensables pour mettre en œuvre de tels programmes de renforcement de leur appareil d'État et sont aujourd'hui confrontés à une double contrainte : l'une est budgétaire et l'autre sécuritaire. Ils risquent ainsi de tomber dans une trappe conflictuelle dont ils auront le plus grand mal à sortir. Or les donateurs, ont toujours évité avec soin de s'impliquer dans ces problèmes

Le succès de l'indispensable réponse d'envergure aux défis sécuritaires suppose que les gouvernements aient pris conscience de l'ampleur des problèmes, soient capables d'agir de manière simultanée sur ces différents axes et puissent pour cela construire des coalitions adaptées à l'échelle exceptionnelle des défis auxquels ils sont confrontés.

sécuritaires, et se refusent à porter leurs ressources sur ces questions. L'agenda des gouvernements africains confrontés à ces nouvelles menaces se doit ainsi d'être ambitieux, et sa mise en exécution sera certainement difficile.

Fondamentalement, ces pays auront en effet à consolider ou reconstruire leur appareil d'État et il leur faudra pour cela négocier un soutien financier, technique et politique exceptionnel de la part de la communauté internationale ; il leur faudra aussi prendre le contrôle de l'affectation des ressources de l'aide étrangère de façon à pouvoir la réorienter sur les points critiques qui contribuent à l'insécurité, en particulier la pauvreté rurale et l'absence d'emplois. Ceci exige des programmes ambitieux destinés au développement rural, des réformes d'envergure de leurs systèmes éducatifs et de leurs programmes de formation technique et professionnelle, ainsi qu'à la construction d'un environnement favorable pour l'essor d'un secteur privé dynamique. Mais au total ces efforts multiples se révéleront insuffisants si en parallèle le taux de croissance démographique de ces régions n'est pas ramené à un niveau compatible avec les capacités économiques des pays. La mise en œuvre de telles politiques exigera à l'évidence des efforts exceptionnels de communication et de pédagogie.

Le retour de la sécurité dans la région sahélienne implique enfin un important combat idéologique. Il est ainsi impératif que les gouvernements engagent une lutte courageuse contre le fondamentalisme islamique et l'idéologie djihadiste. Au total le succès de l'indispensable réponse d'envergure aux défis sécuritaires suppose que les gouvernements aient pris conscience de l'ampleur des problèmes, soient capables d'agir de manière simultanée sur ces différents axes et puissent pour cela construire des coalitions adaptées à l'échelle exceptionnelle des défis auxquels ils sont confrontés.

